

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-sortie-du-nucleaire-marque-des,26155>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°52 > **La sortie du nucléaire marque des points !**

5 décembre 2012

La sortie du nucléaire marque des points !

La France bientôt le dernier producteur de MOX

Faute de commandes suffisantes et face à une situation de surproduction inquiétante suite à la catastrophe de Fukushima, l'usine britannique de Sellafield qui produisait du combustible MOX, ce mélange d'uranium appauvri et de plutonium issu des combustibles usés sortant des centrales, va fermer. Le nucléaire japonais était le principal client ; or la quasi totalité des réacteurs nippons est dorénavant arrêtée, et le réacteur n°3 de la centrale de Fukushima utilisait ce combustible particulièrement dangereux, qui occasionne des rejets radioactifs accrus en cas d'accident nucléaire.

Autre victime de la baisse des commandes de MOX, l'usine de Dessel en Belgique, une filiale d'AREVA va également fermer. Son démantèlement pourrait commencer dès le début 2012 et se poursuivre jusqu'en 2015. Alors que le mythe du nucléaire recyclable est au plus mal, la France restera seule à produire du MOX (à La Hague et Marcoule), et à tenter de le vendre.

Les États-Unis peuvent sortir du nucléaire d'ici 2050

Le Rocky Mountain Institute (RMI) publie Reinventing Fire, un ouvrage qui démontre comment les États-Unis peuvent abandonner le pétrole, le charbon et le nucléaire d'ici 2050, avec un bénéfice net de 5000 milliards de dollars pour la société américaine. Créé en 1982, le RMI est un centre de recherche à but non lucratif qui conseille de très nombreuses entreprises et publie études, livres et analyses pour une utilisation efficace et raisonnée des ressources naturelles. Co-fondateur du RMI et auteur de Reinventing fire, Amory Lovins milite depuis plusieurs décennies pour une efficacité énergétique qui permettrait aux Américains d'économiser la moitié du pétrole et du gaz consommé ainsi que près des trois quarts de l'électricité. Lovins estime également qu'en équipant de panneaux solaires les toits des villes les plus peuplées dans le monde, l'homme produirait 20 fois plus d'électricité qu'il n'en consomme. Pour le spécialiste, l'homme qui ne manque pas encore de pétrole manque toujours cruellement d'imagination.

Source : Rocky Mountain Institute,
www.rmi.org/rmi/ReinventingFire

La sortie du nucléaire de nouveau d'actualité en Belgique

Les partis politiques belges se sont accordés pour fermer d'ici 2015 trois des plus anciens réacteurs du pays sur les sept en activité. L'arrêt définitif serait fixé à 2025 à condition de trouver les alternatives suffisantes pour pallier l'arrêt des centrales qui produisent actuellement 55 % de l'électricité belge. Reste également à fixer les formalités de ce démantèlement et notamment, les mesures de sécurité à mettre en place. Sous l'impulsion des écologistes, les Belges avaient pris dès 2003 la décision de fermer d'ici 2025 les sept plus vieux réacteurs du pays au moment où ils atteindraient leurs 40 ans de service. Cependant, à la suite d'un accord passé avec l'exploitant des centrales en 2009, trois réacteurs devaient bénéficier d'une prolongation de 10 ans. La crise politique belge a empêché le parlement de légiférer sur cet accord, désormais remis en cause.

Le Mexique renonce à développer le nucléaire

Le ministre de l'Energie mexicain a annoncé l'abandon du projet de construction de dix nouvelles centrales pour développer son réseau de gaz naturel, dont de gigantesques gisements ont été découverts dans le pays. Reste à trouver auprès d'investisseurs privés les 10 milliards de dollars nécessaires pour développer ce projet. (Source : Les Echos)

La Mongolie renonce à tout stockage de déchets nucléaires

La Mongolie a informé le Japon qu'elle abandonnait le projet de stockage de déchets nucléaires à long terme, qui devait être mis en place en collaboration avec Tokyo et Washington. Selon les autorités mongoles, c'est l'opposition populaire au projet qui justifie ce revirement. Le président mongol a également signé un arrêté interdisant toute négociation avec une organisation ou un gouvernement étranger dans le but de stocker des déchets nucléaires en Mongolie.

Le doyen des réacteurs européens ferme en février

Inauguré en 1971, le réacteur anglais d'Oldbury sera définitivement mis à l'arrêt en février 2012 alors qu'il avait l'autorisation de fonctionner quelques mois de plus. Son opérateur Magnox fait savoir que ce réacteur n'est plus économiquement viable et le site a d'ores et déjà été vendu en prévision de la construction d'une nouvelle centrale d'ici 2025.

Les évêques japonais prêchent l'abandon de l'atome

"Mettre fin à l'énergie nucléaire aujourd'hui : de la nécessité de prendre en compte la catastrophe provoquée par le tragique incident de Fukushima", tel est le titre du document que les évêques catholiques japonais ont rendu public le 10 novembre 2011. Lors d'une conférence de presse, ils ont rappelé la préconisation qu'ils faisaient déjà en 2001 : "de manière à éviter une tragédie, nous devons développer des moyens alternatifs et sûrs de produire de l'énergie". Pendant ce temps, les autorités japonaises ne se prononcent pas et tout en affirmant "vouloir revoir la politique énergétique à long terme", elles cherchent avant tout à préserver la filière industrielle nucléaire japonaise.

Quant à l'épiscopat français, il serait bien inspiré de se choisir un autre porte-parole et rapporteur sur les questions d'"environnement et écologie" que Jean-Pierre Chaussade, diacre du diocèse de Paris... et ancien cadre-dirigeant d'EDF. C'est lui en effet qui créa en 1986 la division communication de l'électricien ; il a achevé sa carrière au sein du groupe en 2005 en tant que délégué au "débat public". Lobby, quand tu nous tiens...

Siemens abandonne définitivement le nucléaire

Mastodonte de l'industrie allemande, le groupe Siemens a annoncé en septembre cesser toute activité liée au nucléaire pour se concentrer sur les énergies renouvelables. La décision du gouvernement allemand d'arrêter les plus vieux réacteurs après la catastrophe de Fukushima et l'arrêt des autres unités d'ici 2022 a créé un contexte propice à cette annonce. Siemens continuera à fournir certaines pièces aux centrales mais le PDG de l'entreprise précise qu'il s'agit de pièces que l'on trouve également dans les centrales à charbon ou à gaz. (Source : Le Monde)

Inde : la mobilisation entrave les chantiers de huit réacteurs

Les Indiens n'ont plus confiance dans le nucléaire et ils ne se privent pas pour le faire savoir à leurs dirigeants. Les autorités indiennes souhaitent augmenter de façon significative la part du nucléaire dans leur production d'énergie, en construisant des réacteurs en collaboration avec la Russie (Rosatom), la France (AREVA) et les États-Unis (Westinghouse), mais cet objectif pourrait être très difficile à atteindre tant les populations locales se mobilisent contre certains chantiers. Résultats, les travaux ont été suspendus sur les chantiers de Kudankulam (deux réacteurs russes prévus) et de Jaitapur en zone sismique (six réacteurs EPR prévus). En multipliant les actions, les opposants indiens au nucléaire ont ainsi quasi stoppé le programme gouvernemental de développement nucléaire.

Le Conseil régional d'Ile-de-France veut la sortie du nucléaire

Fin septembre, le Conseil régional d'Ile-de-France (IDF) a adopté le vœu présenté par les élus écologistes franciliens d'une sortie progressive du nucléaire. 12 millions de Franciliens sont concernés par cette décision autant qu'ils le sont par les dangers qu'ils courraient en cas d'accident majeur à la centrale de Nogent-sur-Seine, située à moins de 100 km de la capitale. Pourtant, l'évacuation des populations franciliennes en cas d'accident n'est pas prévue. L'intrusion de militants de Greenpeace dans cette centrale début décembre a également donné la preuve qu'il est impossible d'écarter le risque d'attentat dans une centrale nucléaire. Par ailleurs, les Franciliens sont régulièrement confrontés à un autre danger, moins visible, lorsque des convois ferroviaires chargés de déchets radioactifs traversent la région, parfois même en empruntant les lignes du RER à des heures d'affluence.

L'adoption de ce vœu est donc une avancée importante et a rassemblé au-delà des rangs d'Europe-Écologie Les Verts (EELV). Désormais, c'est officiel, la région IDF demande au gouvernement d'engager la sortie du nucléaire sur une génération, de fermer les centrales les plus anciennes immédiatement, de remettre en cause le projet EPR trop coûteux, d'engager un plan massif d'économies d'énergie et de développer de façon conséquente les énergies renouvelables. En juillet dernier, toujours sous l'impulsion d'EELV, la région Pays de la Loire avait déjà adopté un tel vœu, tout comme la région Aquitaine fin juin. Malheureusement, l'accord qu'EELV a passé avec le PS en novembre est bien loin de ces exigences.

AREVA suspend plusieurs projets miniers

Évoquant "l'impact du drame de Fukushima (Japon), le déclin des cours de l'uranium, la récession mondiale et des contraintes financières", AREVA a décidé de "ralentir" les investissements qu'elle programmait pour lancer l'exploitation du gigantesque gisement d'uranium d'Imouraren au Niger, et du gisement de Bakouma en République centrafricaine. Le fabricant de centrales nucléaires, aujourd'hui contraint de procéder à 1200 licenciements (hors France... pour l'instant), s'essaie à la méthode Coué en indiquant être convaincu "que les conditions de marché de l'uranium redeviendront propices dans les deux ans à venir, une fois l'impact de Fukushima surmonté."

EDF condamnée pour espionnage

Le 10 novembre dernier, le tribunal administratif de Nanterre a reconnu EDF coupable de "complicité de piratage informatique" et de "recel de documents volés" sur l'ordinateur de Yannick Jadot, alors directeur des campagnes de Greenpeace et désormais député européen EELV. EDF a été condamnée à payer une amende d'1,5 million d'euros et devra également verser 500000 € de dommages et intérêts à Greenpeace. Les barbouzes travailleront désormais un peu moins sereinement.

Les Jeunes centristes souhaitent la sortie du nucléaire

Le mouvement de jeunes du Nouveau Centre, le parti d'Hervé Morin, ministre de la Défense de 2007 à 2010, a pris position pour la sortie du nucléaire au lendemain des six mois de la catastrophe de Tchernobyl. Dans un communiqué diffusé le 12 septembre 2011, jour de l'explosion d'un four de fusion de déchets nucléaires à Marcoule, le président des Jeunes centristes, Jérémy Coste, déclarait en effet : "Confortés dans leur projet politique adopté en juin dernier par les événements d'aujourd'hui, les Jeunes centristes demandent donc aux dirigeants politiques français de faire un choix responsable en décidant l'abandon à terme de la production d'électricité d'origine nucléaire et de relancer le développement des énergies renouvelables décentralisées. Ce choix écologiquement responsable pourrait également devenir économiquement porteur et permettrait de favoriser la création d'emplois verts et le développement d'une filière française du démantèlement de centrales nucléaires qui pourrait créer plusieurs dizaines de milliers d'emplois."

Si seulement leurs aînés du Nouveau Centre et de l'UMP (à laquelle appartient la formation d'Hervé Morin) pouvaient avoir la même lucidité...

EDF sceptique sur le futur de la filière EPR

Malgré les démentis officiels, le journal La Tribune a révélé qu'EDF n'est plus très motivée pour soutenir la filière EPR au-delà du chantier de Flamanville. Quatre années de retard, trois milliards de surcoût annoncés et des milliers d'éléments non conformes sur le chantier... l'électricien a bien conscience du gigantesque échec industriel que constitue ce projet qui était pourtant censé représenter le futur de la filière en s'affichant comme la tête de série de futurs réacteurs, lesquels devaient, à terme, renouveler le parc nucléaire français.

Aujourd'hui, il est évident que l'arrêt du chantier coûterait infiniment moins cher que sa poursuite, d'autant qu'il est bien plus facile de démanteler un réacteur qui n'a jamais fonctionné plutôt que de mener l'opération après que son fonctionnement l'ait rendu hautement radioactif. Le réacteur allemand de Kalkar qui a été démantelé avant même sa mise en service et rapidement transformé en parc d'attractions prouve que la reconversion d'une centrale reste possible tant qu'elle n'a pas été mise en service. Quant au petit réacteur (70 MW) à eau lourde de Brennilis (Finistère), la Cour des Comptes estimait en 2005 que son démantèlement coûterait au moins 480 millions d'euros, vingt fois plus que les estimations initiales. Ce chantier est au demeurant loin d'être terminé et on peut s'attendre à une explosion des coûts...

Tricastin : deux tours de refroidissement sur les bras

La cessation d'activité de l'usine Eurodif d'enrichissement d'uranium par diffusion gazeuse, annoncée

pour fin 2012, suscite moult interrogations au sujet de l'avenir des deux cheminées géantes du Tricastin. Deux imposantes structures de béton qui permettent encore aujourd'hui d'évacuer la vapeur d'eau issue des circuits de refroidissement. La nouvelle usine Georges Besse II, utilisant la technologie d'ultra-centrifugation (qu'AREVA ne maîtrise pas mais achète à un consortium étranger sans transfert de compétences), n'en a pas besoin.

Du coup, AREVA, maison mère d'Eurodif, aimerait "refourguer" les deux encombrantes tours à son voisin EDF. Lequel, aux dernières nouvelles, devrait décliner l'offre, n'étant pas vraiment emballé pour l'idée d'en poursuivre l'exploitation. Faute de brocanteur intéressé, il se pourrait qu'AREVA en vienne à prendre la coûteuse décision de la démolition - voilà qui n'arrangera pas les finances du groupe, déjà en complète déconfiture. En tout cas, et c'est une quasi-certitude, à l'automne 2012 les deux cheminées du Tricastin arrêteront de fumer. (Source : Midi Libre, 20 septembre 2011)

Protester contre le nucléaire, "signe de bonne santé mentale" !

Cette année vient de s'achever une vaste étude psychologique réalisée sur deux décennies, portant initialement sur la santé mentale des jeunes Allemands en 1985. Les psychologues Klaus Boehnke et Becky Wong, de Brême et de Singapour, avaient alors suivi des activistes (âgés de 14 ans en moyenne) engagés dans les mouvements antinucléaires au plus fort de la guerre froide, lorsque l'Allemagne s'apprêtait à accueillir des missiles de l'OTAN, et d'autres jeunes non engagés dans de tels mouvements. Ils avaient commencé à évaluer leur degré de bien-être psychique, leurs problèmes d'anxiété ou de troubles psychosomatiques notamment, et recommencèrent à trois ans d'intervalle jusqu'en 2005.

L'étude est aujourd'hui achevée et livre son enseignement principal : de deux jeunes qui affirment que la menace nucléaire est élevée en 1985, celui qui se lance dans des mouvements de protestation contre l'implantation des missiles connaît moins de troubles mentaux 20 ans plus tard, que celui qui n'a pas manifesté son désaccord.

L'activisme en soi n'est pas une thérapie. Il serait plutôt le signe d'une bonne santé mentale. A contrario, l'inaction devant une menace globale serait inquiétante, car reflétant une certaine incapacité de réagir face aux difficultés du quotidien. Les jeunes qui ne se mobilisaient pas en 1985 révélaient en fait leur difficulté à traduire leur angoisse en actes, et cette difficulté devait affecter ultérieurement d'autres domaines de leur vie. Il n'est pas étonnant que, 20 ans plus tard, ils soient dans une situation mentale plus délicate.

Dès lors, l'indignation ou la protestation pourraient constituer un apprentissage. Une initiation à l'art de transformer son angoisse pour ne pas l'intérioriser, et chercher des solutions. On peut aider cette initiation par l'éducation.

(Source : Cerveau & Psycho, n°45, mai-juin 2011)